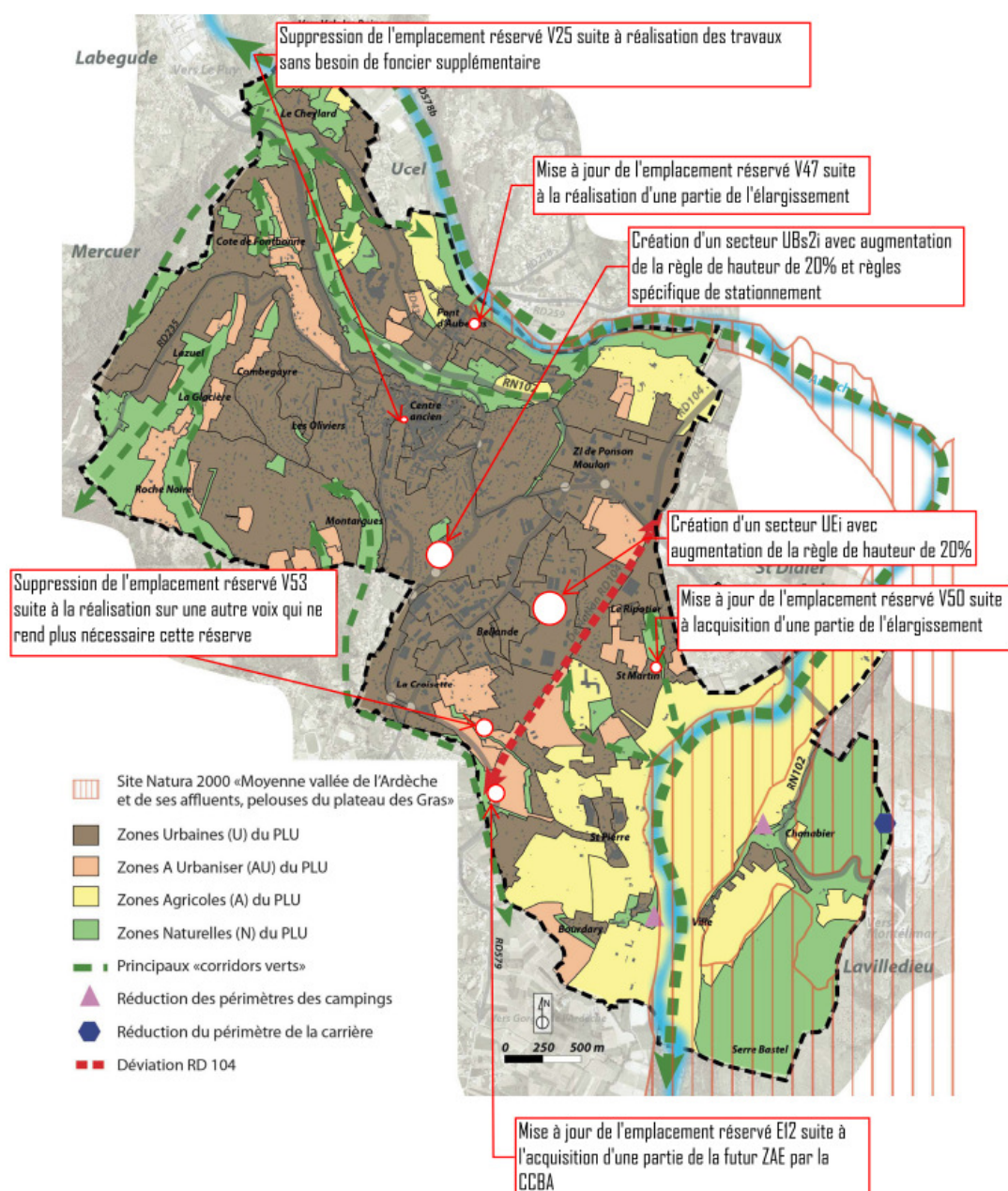


RUBRIQUE 6 : AUTO-EVALUATION DES INCIDENCES DES ORIENTATIONS DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°4 DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

En synthèse, l'objet de la modification simplifiée n°4 porte sur :

- **POINT 1** : La suppression de 2 emplacements réservés (V25 et V53) et la diminution de 3 autres : réserves (V47, V50 et E12) suite à réalisation en tout ou partie des travaux prévus ou bien en fonction des acquisitions foncières ou tout simplement suite à l'abandon des projets ;
- **POINT 2** : la modification du caractère de la zone UB et des articles 10 et 12 du règlement de la zone UB afin d'y rajouter les règles spécifiques au secteur UBs2 ainsi créé,
- **POINT 3** : la modification du caractère de la zone UE et de l'article 10 du règlement afin d'y rajouter les règles spécifiques au secteur UEi ainsi créé au sein de la ZAE de Ripotier.

Localisation des différents points du projet de Modification Simplifiée n°4 du PLU d'AUBENAS



Au regard de la faible importance des modifications apportées à la liste des emplacements réservés (suppression de 2 emplacements réservés pour création de voiries suite à abandon des projets car d'autres solutions avec les voiries existantes ont été trouvées) et la diminution de 3 autres emplacements prévus (dont 2 pour élargissements de voiries existantes et 1 pour acquisitions foncières déjà réalisées), on peut affirmer que le Point n°1 de la MS4 est sans incidences sur l'environnement.

→ Par conséquent, les modifications apportées aux emplacements réservés n'affectent pas le site Natura 2000 ou tout autre secteur à enjeux environnementaux de la commune puisqu'**aucune nouvelle réserve n'est créée**. Il s'agit uniquement d'une mise à jour des réserves qui étaient déjà programmées lors de l'élaboration du PLU et qui ont été réalisées en tout ou partie ou totalement abandonnées.

Les 2 autres points étant plus importants, la méthodologie appliquée à l'auto évaluation du projet consiste à répondre et argumenter aux 11 questions suivantes :

1. La procédure a-t-elle des impacts susceptibles d'affecter significativement un site Natura 2000 ?
2. La procédure a-t-elle des incidences sur les milieux naturels et la biodiversité ?
3. La procédure a-t-elle pour effet une consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers ?
4. La procédure a-t-elle des incidences sur une zone humide ?
5. La procédure a-t-elle des incidences sur l'eau potable ?
6. La procédure a-t-elle des incidences sur la gestion des eaux pluviales ?
7. La procédure a-t-elle des incidences sur l'assainissement ?
8. La procédure a-t-elle des incidences sur le paysage ou le patrimoine bâti ?
9. La procédure concerne-t-elle des sols pollués, a-t-elle des incidences sur les déchets
10. La procédure a-t-elle des incidences sur les risques et nuisances ?
11. La procédure a-t-elle des incidences sur l'air, l'énergie, le climat ?

Tout d'abord, il est à noter que les points n°2 et n°3 détaillés ci-avant concernent exclusivement les zones urbaines déjà bâties de la commune. Il s'agit plus particulièrement de la zone UB au niveau de la rue Georges Couderc pour le point n°2 et de la zone UE au niveau de la ZAE de Ripotier pour le point n°3.

→ Par conséquent, pour ces 2 points, aucune modification n'est apportée aux zones à urbaniser (AU), Agricole (A) ou naturelle (N) du PLU de la commune. On peut ainsi aisément en conclure que **l'impact sur l'eau potable, la gestion des eaux pluviales, l'air, le climat, l'énergie mais aussi les sols pollués ne seront pas aggravés**. D'autant plus que l'accroissement des droits à construire concernent uniquement l'augmentation de hauteur des constructions et ces secteurs de la commune sont d'une part déjà bâtis et disposent déjà d'autre part de réseaux publics d'assainissement, de gestion des eaux de pluie, d'un accès à l'eau potable, et d'un accès au réseau de chaleur bois de la ville (pour le secteur UBs2).

Les points n°2 et n°3 du projet de MS4 du PLU consistent donc à densifier 2 secteurs spécifiques des zones urbaines UB (avec la création du secteur UBs2) et UE (avec la création du secteur UEi) par augmentation des hauteurs maximales de constructions. Au total, les modifications proposées aux points n°2 et 3 de la MS4 du PLU augmentent de 20% les droits à construire sur une surface de 5,39 ha (surfaces des nouveaux secteurs UBs2 + UEi). De ce fait, sur une surface totale de la commune d'environ 1 460 ha, le projet de densification par augmentation des hauteurs maximales des constructions concerne uniquement 0,37% du territoire communal.

→ Par conséquent, pour ces 2 points, les évolutions de zonage apportées au document de planification restent très mesurées et **concernent uniquement la densification des zones urbaines déjà bâties** donc non situées en bordure de zones protégées ou en dehors de l'enveloppe urbaine de la commune. De fait, les interactions avec les zones de protections réglementaires sont nulles.

Les principaux secteurs à enjeux de protection environnementale de la commune sont situés le long du cours d'eau Ardèche et sur les contreforts du plateau des Gras à l'est du territoire communal. Ainsi les principales mesures de protection environnementales, de protection de la biodiversité et toutes autres mesures en faveur de la préservation des milieux naturels se superposent (corridors, réservoirs de

biodiversité, ZNIEFF de types 1 et 2, ZSC, APB, principales Zones Humides de la commune...),

Ainsi le projet de secteur **UBs2** créé dans la MS4 et qui est localisé rue Georges Couderc est situé (à vol d'oiseau) à plus 1,9 km du périmètre de la zone Natura 2000 (le point le plus proche est situé au niveau du bout du chemin de Font-Rome) ou encore à plus de 2,8 kms de l'APB et 2,6 kms des ZNIEFF.

Le secteur **UEi**, créé dans la MS4 et localisé au cœur de la ZAE Ripotier totalement urbanisée est situé, quant à lui, à au moins 1 km du périmètre de la zone Natura 2000 (le point le plus proche est également situé au niveau du bout du chemin de Font-Rome) ou encore à plus de 1,8 kms de l'APB et 1,7 kms des ZNIEFF.

- ➔ Par conséquent, par l'éloignement de ces 2 points des principaux secteurs à enjeux environnementaux de la commune, on peut clairement dire que les **habitats ou les espèces dont la surveillance et la préservation est un enjeu ne sont pas affectées par les évolutions apportées**

La commune dispose d'éléments patrimoniaux remarquables comme le classement de 2 Monuments historiques et l'inscription de 6 autres. Par ailleurs, elle possède un paysage remarquable qui ne bénéficie certes pas de protection réglementaire mais pour lequel une étude de Site Patrimonial Remarquable (SPR) est en cours. Les périmètres de protection du patrimoine sont concentrés sur la partie médiévale du centre historique ainsi qu'au niveau du ruisseau du Mercoire (partie Nord de la commune). Seule la suppression de l'emplacement réservé V25 est concernée par ce périmètre or la modification consiste à le supprimer donc il n'y a pas d'impact. Les points 2 et 3 de la modification simplifiée n'ont, quant à eux, aucune co-visibilité avec les monuments historiques.

- ➔ Par conséquent, en raison de l'éloignement de ces 2 points des périmètres de protection réglementaires liés à la préservation du patrimoine, les **monuments historiques protégés** ne sont pas impactés par les modifications apportées dans le cadre de la modifications simplifiée n°4.

Par conséquent, les évolutions réglementaires proposées dans cette modification simplifiée du PLU ne présentent aucun effet notable sur l'écologie des espèces et des habitats ayant justifiée la qualification du site d'intérêt Communautaire « Vallée moyenne de l'Ardèche et de ses affluents » (Natura 2000). Il n'apparaît donc pas nécessaire de réaliser une nouvelle évaluation environnementale dans le cadre de la présente modification simplifiée n°4 du PLU.